

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
DÉPARTEMENT  
D'EURE ET LOIR  
ARRONDISSEMENT  
DE CHARTRES  
**COMMUNE  
D'AUNEAU-  
BLEURY-SAINT-  
SYMPHORIEN**

Envoyé en préfecture le 22/12/2020

Reçu en préfecture le 22/12/2020

Affiché le

ID : 028-200056463-20201222-20\_164BIS-DE



## EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DU MARDI 15 DECEMBRE 2020

<b>Date de convocation :</b> <b>09/12/20</b>	L'an deux mille vingt Le mardi quinze décembre à vingt heures cinq				
<b>Date d'affichage :</b> <b>21/12/20</b>	Le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni à l'espace Dagron en séance publique sous la présidence de M. le Maire				
NOMBRE DE CONSEILLERS	En exercice	Présents	Pouvoirs	Votants	Absents
	33	27	3	30	3

## DELIBERATION N°20/164

### ETAIENT PRESENTS : (27)

Youssef **AFOUADAS**  
Catherine **AUBIJOUX**  
Gilberte **BLUM**  
Sylviane **BOENS**  
Cécile **DAUZATS**  
Dominique **DESHAYES**  
Joseph **DIAZ**

Amandine **DUBAND**  
Patrick **DUBOIS**  
Jean-Luc **DUCERF**  
Benjamin **DUROSOU**  
Bruno **EQUILLE**  
Marie-Anne **HAUVILLE**  
Joël **GEOFFROY**

Fabienne **HARDY HOUDAS**  
Stéphane **HOUDAS**  
Claudine **JIMENEZ**  
Florence **LE HYARIC**  
Stéphane **LEMOINE**  
Dominique **LETOUZE**  
Steeve **LOCHET**

Nicole **MAKLINE**  
Rodolphe **PERROQUIN**  
Frédéric **ROBIN**  
Sylvie **ROLAND**  
Christelle **TOUSSAINT**  
Robert **TROUILLET**

**M. PERROQUIN est arrivé à 20H10 et a pris part à l'ensemble des votes.**

### ABSENTS AYANT DONNE UN POUVOIR : (3)

Jean-Pierre <b>ALCIERI</b>	a donné pouvoir à	Sylvie <b>ROLAND</b>
Frédéric <b>GRIZARD</b>	a donné pouvoir à	Patrick <b>DUBOIS</b>
André <b>FRANCIGNY</b>	a donné pouvoir à	Catherine <b>AUBIJOUX</b>

### ABSENTS N'AYANT PAS DONNE DE POUVOIR : (3)

Chrystiane **CHEVALLIER**  
Yoann **DEBOUCHAUD**  
Valérie **DUFRENE**

### SECRETAIRE DE SEANCE :

**Mme Sylvie ROLAND** est désignée secrétaire de séance à l'unanimité.

## CONTRAT GROUPE D'ASSURANCE STATUTAIRE 2021-2024

**RAPPORTEUR : M. le Maire**

### NOTE EXPLICATIVE DE SYNTHÈSE :

Lors du dernier conseil municipal le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale d'Eure-et-Loir, avait lancé un appel d'offre. Au vu du résultat, il est nécessaire de délibérer de nouveau sur le choix du contrat.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code des Assurances, articles L.141-1 et suivants,

Vu la Loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, notamment l'article 26 ;



Vu le Décret n° 86-552 du 14 mars 1986 modifié, pris pour l'application de l'article 26 de la Loi n°84-53 du 26 janvier 1984 et relatif aux contrats d'assurances souscrits par les centres de gestion pour le compte des collectivités locales et établissements publics territoriaux ;

Vu le Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, notamment l'article 25-II, autorisant le recours à la procédure concurrentielle avec négociation lorsque les spécifications du marché ne peuvent être établies avec une précision suffisante pour permettre le recours à l'appel d'offres,

Vu les délibérations du conseil d'administration du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale d'Eure-et-Loir, n°2019-D-47 du 29 novembre 2019 autorisant le lancement d'une consultation pour la signature d'un nouveau contrat groupe, n°2020-D-04 du 03 juillet 2020 fixant le taux des frais de gestion à verser au Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale d'Eure-et-Loir par les collectivités et établissements adhérant au contrat groupe, et n°2020-D-05 du 03 juillet 2020 autorisant le Président à signer le marché négocié de service d'assurance statutaire,

Vu le procès-verbal de la Commission d'Appel d'Offres du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale d'Eure-et-Loir du 22 juin 2020,

Le Maire rappelle que la commune d'Auneau-Bleury-Saint-Symphorien a mandaté par n°20-013 du 29 janvier 2020, le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale d'Eure-et-Loir pour négocier en son nom un contrat d'assurance statutaire garantissant les frais laissés à sa charge.

Le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale d'Eure-et-Loir a communiqué à la collectivité les résultats du marché, attribué à la compagnie CNP Assurances avec le courtier SOFAXIS, la concernant :

<b>Agents CNRACL</b>	<b>Taux Au 01/01/2021</b>
Décès + Accident de travail – Maladie professionnelle	0,84 %
Longue maladie longue durée	3,40 %
Maternité adoption	0,75 %
Maladie ordinaire sans franchise	5,12 %
Maladie ordinaire avec une franchise de 30 jours par arrêt	1,89 %

Ces taux sont garantis 2 ans soit jusqu'au 31 décembre 2022.

<b>Agents IRCANTEC</b>	<b>Taux Au 01/01/2021</b>
Pour la totalité des risques : accident du travail/maladie professionnelle, grave maladie, maternité/paternité, maladie ordinaire	
Franchise de 10 jours par arrêt en maladie ordinaire	1,20%
Franchise de 15 jours par arrêt en maladie ordinaire	1,05%

Ces taux sont garantis sur toute la durée du contrat, soit jusqu'au 31 décembre 2024.

Par ailleurs, plusieurs services sont inclus dans le contrat proposé :

En matière de gestion :

- un délai de déclaration de 90 jours pour l'ensemble des risques ;
- le remboursement des prestations sous 2 jours ;
- des documents de gestion simplifiés et dématérialisés ;
- un interlocuteur unique ;
- le recours contre tiers responsable, par le courtier, en cas d'accident d'un agent assuré.

Envoyé en préfecture le 22/12/2020

Reçu en préfecture le 22/12/2020

Affiché le

ID : 028-200056463-20201222-20\_164BIS-DE

*La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif d'Orléans ou d'un recours gracieux auprès de la commune, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au tribunal administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'article R. 421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique " Télérecours citoyens " accessible par le site Internet : <http://www.telerecours.fr>*



Envoyé en préfecture le 22/12/2020

Reçu en préfecture le 22/12/2020

Affiché le



ID : 028-200056463-20201222-20\_164BIS-DE

En matière de services :

- la production de statistiques et de comptes de résultats ;
- la prise en charge des contre-visites et expertises médicales pour les risques assurés ;
- des formations en lien avec la santé, l'hygiène et la sécurité ;
- un ensemble de programmes pour favoriser le maintien dans l'emploi et le retour à l'emploi.

Le conseil municipal doit se prononcer sur :

- l'opportunité d'adhérer au contrat groupe du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale d'Eure-et-Loir ;
- le choix du type de personnel à assurer : agents relevant de la CNRACL et/ou de l'IRCANTEC ;
- les risques assurés et la durée de la franchise en maladie ordinaire, le cas échéant, selon les options indiquées dans les tableaux ci-dessus ;
- l'assiette de cotisation qui est composée obligatoirement du traitement brut indiciaire (TBI) et de la nouvelle bonification indiciaire (NBI) et qui peut être complétée, au choix de la collectivité, du supplément familial de traitement et/ou du régime indemnitaire et/ou d'un pourcentage des charges patronales, entre 10 et 60% du TBI + NBI.

**Après en avoir délibéré, à l'unanimité,**

## LE CONSEIL MUNICIPAL

**ARTICLE 1 : Prend** acte des taux et des prestations négociés par le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale d'Eure-et-Loir, dans le cadre du contrat groupe statutaire.

**ARTICLE 2 : Décide** d'adhérer au contrat groupe à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2021 pour la catégorie de personnels suivants :

- Agents CNRACL pour les risques suivants :

Agents CNRACL	Taux Au 01/01/2021
Décès + Accident de travail – Maladie professionnelle	0,84 %
Longue maladie longue durée	3,40 %
Maternité adoption	0,75 %

Ces taux sont garantis 2 ans soit jusqu'au 31 décembre 2022.

La masse salariale assurée comprend obligatoirement le traitement brut indiciaire et la NBI.

**ARTICLE 3 : Prend acte** que la Collectivité adhérente devra verser au Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale d'Eure-et-Loir des frais de gestion annuels fixés à 0,11% de la masse salariale assurée.

**ARTICLE 4 : Note** que la Collectivité adhérente pourra quitter le contrat groupe chaque année sous réserve du respect du délai de préavis de quatre mois avant l'échéance annuelle.

**ARTICLE 5 : Autorise** le Maire, à signer le contrat d'assurance et tout document s'y rapportant.

  
Jean-Luc DUCERF

Maire d'Auneau-Bleury-Saint-Symphorien

Envoyé en préfecture le 22/12/2020

Reçu en préfecture le 22/12/2020


Affiché le

**SLOW**

ID : 028-200056463-20201222-20\_164BIS-DE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
DÉPARTEMENT  
D'EURE ET LOIR  
ARRONDISSEMENT  
DE CHARTRES  
**COMMUNE  
D'AUNEAU-  
BLEURY-SAINT-  
SYMPHORIEN**



Envoyé en préfecture le 22/12/2020  
Reçu en préfecture le 22/12/2020  
Affiché le   
ID : 028-200056463-20201222-20\_164BIS-DE

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS  
DU CONSEIL MUNICIPAL  
DU MARDI 15 DECEMBRE 2020**

<b>Date de convocation :</b> <b>09/12/20</b>	L'an deux mille vingt Le mardi quinze décembre à vingt heures				
<b>Date d'affichage :</b>	Le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni à l'espace Dagron en séance publique sous la présidence de M. le Maire				
<b>NOMBRE DE CONSEILLERS</b>	<b>En exercice</b>	<b>Présents</b>	<b>Pouvoirs</b>	<b>Votants</b>	<b>Absents</b>
	<b>33</b>				
<b>DELIBERATION N°20/164</b>					

**ÉTAIENT PRESENTS :** (

**ABSENTS AYANT DONNE UN POUVOIR :** ( )

**ABSENTS N'AYANT PAS DONNE DE POUVOIR :** ( )

**Secrétaire de séance :** M. désigné à l'unanimité.

**CONTRAT GROUPE D'ASSURANCE STATUTAIRE 2021-2024**

**RAPPORTEUR :** M. le Maire

**NOTE EXPLICATIVE DE SYNTHESE :**

Lors du dernier conseil municipal le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale d'Eure-et-Loir, avait lancé un appel d'offre. Au vu du résultat, il est nécessaire de délibérer de nouveau sur le choix du contrat.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code des Assurances, articles L.141-1 et suivants,

Vu la Loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, notamment l'article 26 ;

Vu le Décret n° 86-552 du 14 mars 1986 modifié, pris pour l'application de l'article 26 de la Loi n°84-53 du 26 janvier 1984 et relatif aux contrats d'assurances souscrits par les centres de gestion pour le compte des collectivités locales et établissements publics territoriaux ;

Vu le Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, notamment l'article 25-II, autorisant le recours à la procédure concurrentielle avec négociation lorsque les spécifications du marché ne peuvent être établies avec une précision suffisante pour permettre le recours à l'appel d'offres,

Vu les délibérations du conseil d'administration du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale d'Eure-et-Loir, n°2019-D-47 du 29 novembre 2019 autorisant le lancement d'une consultation pour la signature d'un nouveau contrat groupe, n°2020-D-04 du 03 juillet 2020 fixant le taux des frais de gestion à verser au Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale d'Eure-et-Loir par les collectivités et établissements adhérant au contrat groupe, et n°2020-D-05 du 03 juillet 2020 autorisant le Président à signer le marché négocié de service d'assurance statutaire,

Vu le procès-verbal de la Commission d'Appel d'Offres du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale d'Eure-et-Loir du 22 juin 2020,

Le Maire rappelle que la commune d'Auneau-Bleury-Symphorien a mandaté par n°20-013 du 29 janvier 2020, le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale d'Eure-et-Loir pour négocier en son nom un contrat d'assurance statutaire garantissant les frais laissés à sa charge.



Le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale d'Eure-et-Loir a communiqué à la collectivité les résultats du marché, attribué à la compagnie CNP Assurances avec le courtier SOFAXIS, la concernant :

<b>Agents CNRACL</b>	<b>Taux</b> <b>Au 01/01/2021</b>
Décès + Accident de travail – Maladie professionnelle	0,84 %
Longue maladie longue durée	3,40 %
Maternité adoption	0,75 %
Maladie ordinaire sans franchise	5,12 %
Maladie ordinaire avec une franchise de 30 jours par arrêt	1,89 %

Ces taux sont garantis 2 ans soit jusqu'au 31 décembre 2022.

<b>Agents IRCANTEC</b>	<b>Taux</b> <b>Au 01/01/2021</b>
Pour la totalité des risques : accident du travail/maladie professionnelle, grave maladie, maternité/paternité, maladie ordinaire	
Franchise de 10 jours par arrêt en maladie ordinaire	1,20%
Franchise de 15 jours par arrêt en maladie ordinaire	1,05%

Ces taux sont garantis sur toute la durée du contrat, soit jusqu'au 31 décembre 2024.

Par ailleurs, plusieurs services sont inclus dans le contrat proposé :

En matière de gestion :

- un délai de déclaration de 90 jours pour l'ensemble des risques ;
- le remboursement des prestations sous 2 jours ;
- des documents de gestion simplifiés et dématérialisés ;
- un interlocuteur unique ;
- le recours contre tiers responsable, par le courtier, en cas d'accident d'un agent assuré.

En matière de services :

- la production de statistiques et de comptes de résultats ;
- la prise en charge des contre-visites et expertises médicales pour les risques assurés ;
- des formations en lien avec la santé, l'hygiène et la sécurité ;
- un ensemble de programmes pour favoriser le maintien dans l'emploi et le retour à l'emploi.

Le conseil municipal doit se prononcer sur :

- l'opportunité d'adhérer au contrat groupe du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale d'Eure-et-Loir ;
- le choix du type de personnel à assurer : agents relevant de la CNRACL et/ou de l'IRCANTEC ;
- les risques assurés et la durée de la franchise en maladie ordinaire, le cas échéant, selon les options indiquées dans les tableaux ci-dessus ;
- l'assiette de cotisation qui est composée obligatoirement du traitement brut indiciaire (TBI) et de la nouvelle bonification indiciaire (NBI) et qui peut être complétée, au choix de la collectivité, du supplément familial de traitement et/ou du régime indemnitaire et/ou d'un pourcentage des charges patronales, entre 10 et 60% du TBI + NBI.

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif d'Orléans ou d'un recours gracieux auprès de la commune, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au tribunal administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'article R. 421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site Internet : <http://www.telerecours.fr>



Le conseil municipal, après en avoir délibéré :

### LE CONSEIL MUNICIPAL

**ARTICLE 1 : Prend** acte des taux et des prestations négociés par le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale d'Eure-et-Loir, dans le cadre du contrat groupe statutaire.

**ARTICLE 2 : Décide** d'adhérer au contrat groupe à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2021 pour la catégorie de personnels suivants :

➤ Agents CNRACL pour les risques suivants :

Agents CNRACL	Taux Au 01/01/2021
Décès + Accident de travail – Maladie professionnelle	0,84 %
Longue maladie longue durée	3,40 %
Maternité adoption	0,75 %

Ces taux sont garantis 2 ans soit jusqu'au 31 décembre 2022.

La masse salariale assurée comprend obligatoirement le traitement brut indiciaire et la NBI.

**ARTICLE 3 : Prend acte** que la Collectivité adhérente devra verser au Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale d'Eure-et-Loir des frais de gestion annuels fixés à 0,11% de la masse salariale assurée.

**ARTICLE 4 : Note** que la Collectivité adhérente pourra quitter le contrat groupe chaque année sous réserve du respect du délai de préavis de quatre mois avant l'échéance annuelle.

**ARTICLE 5 : Autorise** le Maire, à signer le contrat d'assurance et tout document s'y rapportant

Jean-Luc DUCERF

Maire d'Auneau-Bleury-Saint-Symphorien

Envoyé en préfecture le 22/12/2020

Reçu en préfecture le 22/12/2020

Affiché le

**SLO**

ID : 028-200056463-20201222-20\_164BIS-DE